

Le PDG Patrick Kron menaçait Arnaud Montebourg de virer 5 000 personnes s'il n'acceptait pas l'accord de vente d'Alstom

écrit par Monique B | 8 juillet 2025





Arnaud Montebourg accuse Patrick Kron, ex-PDG d'Alstom, d'avoir trahi les intérêts de la France au profit de General Electric. **Chantage, silence complice, millions en jeu : un scandale d'État qui refait surface.**



Pour faire suite à notre [article précédent](#) où Arnaud Montebourg témoignait de la crapulerie des grands patrons qui vendent les entreprises françaises au prix de la trahison « *entre 10 et 15 millions* ». Il dénonçait

lors de la *commission d'enquête sur la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France*, la défaillance de l'intelligence économique dans l'affaire Alstom et nous raconte les menaces de Patrick Kron, ancien PDG du groupe Alstom.

Alors ancien ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg évoque sa rencontre avec Mme Clara Gaymard – qui était à l'époque présidente de *General Electric* – lors d'un voyage d'État du président de la République à Washington. Elle lui a demandé si Alstom était à vendre, mais il a répondu que non. Peu de temps après, il a interrogé le dirigeant d'Alstom, Patrick Kron, sur sa stratégie internationale lors d'un voyage à Abou Dhabi. Il voulait savoir où en était l'actionnariat de l'entreprise, et voulait faire cracher le morceau au PDG du CAC 40 car Montebourg soupçonnait des manœuvres souterraines d'une puissance étrangère. Il dénonce le comportement déloyal de M. Kron, qui ne l'a pas informé des agissement secrets de *General Electric* pour racheter les deux tiers du chiffre d'affaires d'Alstom.

Arnaud Montebourg déplore également le chantage exercé par M. Kron sur le gouvernement tout en jouant la carte « d'enfant de déporté » :

« Mais surtout, M. Kron a privilégié son sort personnel à celui de la France. Il excipait [NDLR : se prévalait] de son statut d'enfant de déporté, ce que je n'ai jamais accepté. Je lui ai dit : « vous êtes dirigeant d'une entreprise fondamentale pour notre pays ». Et il a même fait du chantage sur le gouvernement puisqu'il m'a menacé que si je n'acceptais pas l'accord de vente d'Alstom, qu'il ferait un plan social de 5 000 personnes. »

[montebourg-alstom.mp4](#)

.

Voir l'extrait en entier :

Frédéric Pierucci, cadre chez Alstom, a été laissé à l'abandon par Emmanuel Macron, Patrick Kron et Rothschild, et a été emprisonné pendant deux ans sans bénéficier de la protection juridique qu'Alstom avait pourtant promis. Il a été libéré sous caution le 12 juin 2014, la semaine où le gouvernement français a accepté le rachat de la branche énergie d'Alstom par General Electric. Cette situation a été interprétée comme une forme de chantage exercé par General Electric.

par [Le Média en 4-4-2](#)